

Devenez membre maintenant
sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Novembre 2024

Négociations avec
Bruxelles : pas de
rattachement à l'UE!

Page 9



NON au traité
de soumission
à l'UE

Page 10



Remettre l'instruc-
tion au centre de
la vie scolaire

Page 13



Extension des autoroutes

OUI

à la sécurisation des routes nationales

Chaque voix compte – votez maintenant !



AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 5'300 ex.
udc.ch – franc-parler@udc.ch – Novembre 2024
Conception du Franc-parler : GOAL AG



Les gens font la queue pour signer l'initiative sur la protection des frontières !

Beau succès électoral en Argovie et à Bâle-Ville. Le PLR semble enfin se rallier à notre politique d'asile, mais, malgré tout, le chaos demeure important : en effet, même les migrants illégaux dont la demande d'asile a été rejetée perçoivent l'aide sociale suisse !

Les parlements ont été renouvelés dans deux cantons. En Argovie, l'UDC a obtenu un résultat record : + 5 sièges (48 sièges désormais), + 3.5 % de part électoral (33.9 % désormais) ! Avec Martina Bircher, c'est une politicienne UDC profilée qui a été élue au Conseil d'Etat, avec une ligne claire en matière de politique d'asile et de politique sociale. Cela m'a particulièrement réjoui. Même dans le bastion rose-vert de Bâle-Ville, l'UDC fait partie des vainqueurs des élections.

Ces deux élections le montrent : Si nous, en tant qu'UDC, défendons nos thèmes, nous pouvons progresser. Je suis convaincu que la sécurité est un thème important, en particulier dans les villes. La criminalité importée et le comportement irrespectueux de certains grou-

pes de migrants sont inacceptables. La baisse du niveau dans les écoles, elle, est une bombe à retardement.

Notre victoire lors des élections fédérales 2023 porte ses fruits : le PLR a changé de cap pour suivre notre politique d'asile. Lors de la session d'automne, le PLR a soutenu d'importantes interventions de notre part. Mais le problème principal demeure toutefois : le chef du département de l'asile Beat Jans (PS) ne fait toujours rien contre le chaos de l'asile : ni contrôles aux frontières, ni suppression des prestations sociales pour les migrants du monde entier. Saviez-vous que près de la moitié de TOUS les bénéficiaires de l'aide sociale sont issus de l'asile ? Même les personnes dont la demande d'asile a été rejetée perçoivent l'aide sociale ! Il faut mettre un terme à ce chaos qui coûte des milliards.

L'UDC Schwyz a tenu un stand lors d'un marché d'automne, devant lequel les gens faisaient la queue pour signer l'initiative sur la protection des frontières « Stop aux abus de l'asile ». Je n'avais encore jamais vu ça (et suis pourtant actif en politique depuis longtemps) ! A seulement deux, nous avons récolté 340 signatures en une journée ! A tous les représentants de l'UDC : allez en quête de signatures, la population est de notre côté !



Marcel Dettling
Conseiller national et président
de l'UDC Suisse



OUI à l'élargissement des autoroutes Autoroutes : à sécuriser, à moderniser !



Elle a été créée pour l'Expo 64 ... Pour relier rapidement Genève au cœur de la Suisse, Lausanne ! Vous rappelez-vous les quelques automobiles de types SIMCA, VW Coccinelle, Volvo Amazone ou autres Ford Mustang qui l'empruntaient alors ... Mais depuis, l'autoroute A1 a vieilli. Et doit être modernisée !



Par Pierre-André Page,
Conseiller national,
Châttonnaye (FR)

Il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas constater que, depuis 60 ans, notre population a grandi de 5,3 à 9,1 millions d'habitants. Corollaire : le nombre d'automobiles a pris l'ascenseur. Sauf que nos autoroutes n'en sont pas équipées ... Donc, nos routes nationales doivent être modernisées : des aménagements pour davantage de fluidité du trafic, de sécurité et pour désengorger localités et routes cantonales, voire communales empruntées pour éviter ... les bouchons.

Le 24 novembre, nous voterons sur l'étape d'aménagement 2023 des routes nationales. Ce dossier comprend six projets répartis entre les différentes régions du pays, dont celui qui touche la Suisse romande : l'élargissement à six voies du tronçon Le Vengeron (GE) – Coppet – Nyon.

Il ne s'agit pas de construire de nouveaux kilomètres, mais d'aménager quelques tronçons, de les moderniser, de les « élargir ».

L'Union Suisse des Paysans dit aussi OUI !

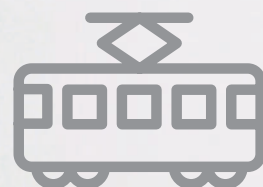
Alors bien sûr, pareilles réalisations vont prendre des terrains : mais aucune terre cultivable ne sera perdue et toute éventuelle occupation sera compensée. Voilà

pourquoi l'Union Suisse des Paysans vient clairement de dire « OUI » à l'élimination des goulets d'étranglement.

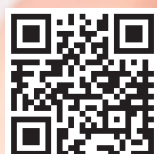
Alors bien sûr, pareilles réalisations vont coûter de l'argent. Mais sans que cela ne soit une charge supplémentaire pour le contribuable. En effet, le financement est garanti par le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) alimenté par les taxes et les redevances déjà payées par les contribuables (surtaxe sur les carburants, vignette ...)

Aujourd'hui, les SIMCA, VW Coccinelle et autres ont été remplacées, les véhicules se sont modernisés. Logique que nos routes nationales le soient aussi. Votons « OUI » le 24 novembre !

**Pour une Suisse
qui avance**



OUI 24 nov. 2024
Assurer le futur des
routes nationales



avancer-ensemble.ch

Devenez membre maintenant
sous udc.ch/participer

VOTATIONS FÉDÉRALES DU 24 NOVEMBRE 2024

5

Pour des règles plus justes, 2 x OUI au droit du bail

Les deux projets relatifs au droit du bail soumis au peuple ne touchent qu'une petite partie des baux à loyer et contribuent à rendre les règles actuelles plus équitables et transparentes tout en remédiant à certaines situations problématiques dont peuvent souffrir les locataires et les bailleurs.



Par Jacques Nicolet,
Conseiller national,
Ligerolle (VD)

Le 24 novembre prochain, le peuple suisse doit se prononcer sur deux modifications du droit du bail portant sur la sous-location et sur le besoin propre. Ces projets ont été adoptés par le Parlement, mais ils sont combattus par référendum.

OUI à plus de transparence

Au niveau de la sous-location, les locataires pourront continuer de sous-louer

tout ou partie d'un logement ou d'un bien commercial, toujours avec l'accord du bailleur, mais avec une demande écrite du locataire et un accord écrit du bailleur.

En exigeant un document écrit et signé, la modification du droit du bail clarifie les conditions de sous-location et évite les malentendus entre les propriétaires et les locataires. Cela permettra d'éviter que certains locataires s'enrichissent sur le dos des sous-locataires avec des plateformes telles que Airbnb ou dans des régions touristiques.

OUI à plus d'équité

Au niveau du besoin propre, en cas d'achat d'un bien loué à un tiers, le nouveau propriétaire pourra, comme maintenant, résilier le contrat de bail en respectant les délais et les échéances prévus par la loi.

Il ne pourra le faire uniquement pour occuper lui-même le bien en question et il devra prouver l'existence du besoin urgent.

La révision prévoit de remplacer la notion actuelle imprécise du besoin propre, par une formulation qui prendra en compte le besoin propre important et actuel, établi sur la base d'une évaluation objective. Cette adaptation permettra au nouveau propriétaire d'utiliser son bien dans un délai raisonnable, sans réduire les droits des locataires.

Ces deux adaptations du droit du bail profiteront à tous, en clarifiant la sous-location, en empêchant l'enrichissement par la sous-location et en permettant l'exercice du droit à la propriété



✓ contre les abus
✓ pour des règles justes



2xOUI au droit du bail
pour-le-logement.ch

le 24 novembre

Pour plus de transparence : OUI à la réforme EFAS

L'UDC soutient la réforme EFAS pour maîtriser les coûts de la santé. Cette réforme optimise la coordination des soins, renforce l'ambulatoire et offre aux cantons une marge de manœuvre tout en protégeant le pouvoir d'achat des Suisses.



Par Thomas Bläsi,
Conseiller national,
Genève (GE)

darité qu'ils souhaitent, et qu'ils peuvent se payer.

La réforme amènera de la simplicité et de la transparence. On pourra enfin piloter le système en sachant ce que l'on fait.

Notre parti a refusé l'initiative du Centre sur le frein aux coûts, car elle était absurde, mais il reste indispensable d'agir sans attendre pour maîtriser les coûts de la santé. La réforme EFAS est nécessaire pour exploiter les potentiels d'optimisation des coûts, grâce à une meilleure coordination des soins. Cassons la logique des silos qui nous coûte une fortune.

Soutenir et développer l'ambulatoire, reste le seul moyen d'arriver à maintenir la qualité et l'accessibilité du système de santé sans se ruiner.

Refuser EFAS, c'est ouvrir la porte à la caisse unique !

Refuser cette réforme, c'est maintenir la mécanique d'une augmentation des primes supérieure à celle des coûts de la santé. Si nous ne soulageons pas nous-mêmes les payeurs de primes de manière raisonnable et équilibrée, nous offrirons un boulevard aux initiatives populaires de la gauche, source de bureaucratie, arrosage et hausses d'impôts, mais certainement pas d'une maîtrise des coûts.

La réforme laisse une grande marge de manœuvre aux cantons, et donc aux citoyens, pour choisir le niveau de soli-

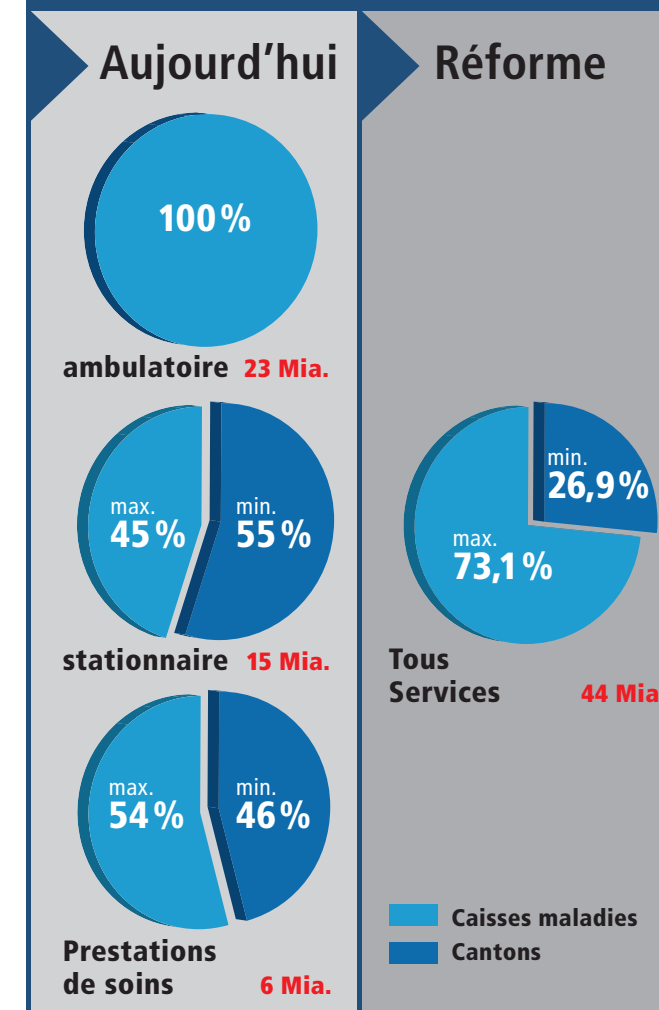
OUI à EFAS, OUI au pouvoir d'achat !

L'UDC a voté largement OUI au Parlement et lors de sa dernière assemblée des délégués. Les doutes exprimés sur l'extension au domaine des soins de longue durée étaient légitimes et ont été entendus, car elle devra d'abord faire la preuve de son économicité avant de bénéficier d'une garantie complète de financement.

Votons OUI à EFAS et offrons-nous enfin une maîtrise des coûts propre à améliorer le pouvoir d'achat du citoyen suisse.

Financement des prestations aujourd'hui et en cas d'acceptation de la réforme

Répartition des coûts nets*



*Coûts nets : coûts après déduction de la participation aux coûts des patients (franchise et quote-part) et après déduction de la contribution des patients aux coûts des soins.

Source : Loi sur l'assurance maladie et estimations de l'Office fédéral de la santé publique. La situation « actuelle » se réfère aux chiffres de 2022.

Le libre échange : une grande opportunité ! Le vent se lève, mettons les voiles !

Pourquoi se laisser asservir par l'UE ? De nombreux pays comme l'Inde, la Chine ou le Japon nous offrent le libre accès à leurs marchés sur un plateau d'argent. Grâce à notre neutralité et à notre grande capacité d'innovation, la Suisse est très en vogue au niveau international !



Par Magdalena Martullo-Blocher, Conseillère nationale, Lenzerheide (GR) et Meilen (ZH)

de douane à l'importation. Mais la Suisse est intéressante pour sa force d'innovation et sa recherche et développement ; elle mise depuis des décennies sur les accords de libre-échange et dispose de beaucoup plus d'accords de ce type que l'UE ! Il y a déjà 33 accords avec 43 partenaires.

La Suisse est petite et sans matières premières ; elle doit 40 % de ses revenus à l'étranger. Les petites et moyennes entreprises y sont attachées, car elles profitent des investissements et de la baisse des impôts, des taxes et des coûts sociaux.

La Suisse est petite et, à l'exception de l'agriculture, ne demande plus de droits

La Suisse est courtisée... sauf par l'UE surréglementée

Le commerce international entre les États se détériore. Les événements belliqueux, les sanctions, les droits de douane punitifs et les interdictions d'importation sont à l'ordre du jour. De grandes opportunités s'ouvrent cependant à la Suisse ; en tant que pays neutre,

économiquement libéral et hautement développé, elle est un partenaire très apprécié. Celui qui conclut un accord commercial avec la Suisse peut montrer au monde qu'il défend le libre-échange et qu'il fait quelque chose pour l'économie.

Soudain, la Suisse est littéralement courtisée. C'est une chance unique ! Des pays avec lesquels la Suisse négocie depuis plus de 10 ans nous offrent maintenant sur un plateau d'argent le libre accès à leurs marchés, sans droits de douane. Heureusement, à Berne, notre conseiller fédéral Guy Parmelin saisit les opportunités et les fait aboutir ! Seule l'UE pense qu'elle doit harceler la Suisse. Dans le même temps, cette dernière verrouille son marché, qui n'est plus compétitif en raison de la forte réglementation, avec des droits de douane élevés.

Les succès de la Suisse sont visibles : Indonésie, Inde, Mercosur, Japon, Chine, Corée, Thaïlande ... Le vent est favorable à la Suisse, l'UDC hisse les voiles correctement !



Non au traité de soumission de l'UE !

Le 18 décembre 2024 déjà, la présidente de la Confédération Viola Amherd (Le Centre) devrait annoncer la conclusion des négociations sur le traité de soumission. Celui-ci équivaudrait à un abandon de la Suisse et priverait le peuple suisse de ses droits démocratiques. Voici 5 raisons importantes pour lesquelles le traité de soumission doit être rejeté.



Par Thomas Aeschi, Conseiller national et président du groupe, Baar (ZG)

1. Le traité de soumission, tout comme l'accord sur l'Espace économique européen, EEE, qui a été rejeté, **conduirait insidieusement la Suisse vers l'UE.**
2. Avec ce traité de soumission, ça serait désormais l'UE qui légifèrerait pour la Suisse : l'UE ordonnerait, la Suisse exécuterait. Si le peuple suisse ou le Parlement devait refuser de reprendre le droit européen, l'UE serait habilitée à prendre des sanctions contre la Suisse. **Le traité de soumission serait l'élimination de la voie bilatérale, et non sa poursuite.**
3. Avec ce traité de soumission, la Cour de justice de l'UE (CJUE) deviendrait l'instance qui trancherait les litiges, malgré l'existence d'un tribunal arbitral. **La CJUE est le tribunal de la partie adverse et n'est donc pas neutre.**
4. L'UDC demande avec insistance l'application de l'article constitutionnel sur la gestion autonome de l'immigration adopté le 9 février 2014. **Au lieu de cela, l'accord de soumission étendrait encore la libre circulation des personnes.** L'UE exigerait ainsi « l'égalité de traitement de tous les citoyens de l'UE » ainsi que la reprise de la directive européenne sur les citoyens de l'Union.
5. La Suisse, qui n'est pas membre de l'UE, devrait s'engager par le biais du traité de soumission à verser une contribution financière régulière de plusieurs milliards à l'UE. **Un tel paiement de tribut doit être rejeté, ne serait-ce que pour des raisons préjudiciables.**

Le traité de soumission conduirait à **une détérioration massive de la sécurité juridique.** La Suisse se livrerait pour le meilleur et pour le pire à la législation de l'UE, dont on ne sait absolument pas comment elle évoluera à l'avenir.

Voici le calendrier de l'asservissement :

Mercredi 6 novembre 2024:

Le Conseil fédéral doit autoriser le négociateur en chef Patric Franzen à s'écarter du mandat de négociation suisse sur des points importants afin de parvenir à un accord avec l'UE avant Noël.

Judi 17 avril 2025:

Début prévu de la période de consultation de 3 mois sur le traité de soumission de l'UE.

Mercredi 18 décembre 2024:

La présidente de la Confédération Viola Amherd doit annoncer à Bruxelles la conclusion des négociations.

L'UDC dit NON !



Traité avec l'UE : une soumission qui aggrave les problèmes migratoires

L'accord institutionnel actuellement en négociation entre la Suisse et l'Union européenne (UE) affaiblira la souveraineté de notre pays. En effet, cet accord institutionnel prévoira une reprise dynamique du droit européen et une soumission à la Cour de justice en cas de désaccord.



Par Nicolas Kolly,
Conseiller national,
Essert (FR)

Depuis de nombreuses années, la Suisse est soumise à une pression migratoire disproportionnée dans le domaine de l'asile. Aujourd'hui, plus de 210'000 personnes issues de l'asile vivent en Suisse, soit 3 fois la population du canton du Jura. Cette population ne cesse de s'accroître. Avec cet accord institutionnel, la Suisse aurait encore plus de difficultés à obtenir le renvoi des personnes qui seraient venues sur son territoire en abusant du droit d'asile.

L'UE pourrait imposer des immigrés à la Suisse

Par ailleurs, s'engager à une reprise dynamique du droit européen est particulière-

ment problématique. Ainsi, prenons un exemple récent : la politique migratoire de l'Union européenne est régie par le Pacte sur la migration et l'asile adopté en mai 2024. Ce Pacte devrait être ainsi logiquement repris, compte tenu de l'engagement de reprise dynamique du droit de l'UE. Ce Pacte imposerait à la Suisse une répartition des requérants d'asile à accepter, cela sans prendre en considération les efforts particuliers mis en œuvre par la Suisse ces dernières années dans sa politique d'asile.

Cela conduirait à aggraver la croissance démographique de notre pays qui était, ces dernières années, de 100'000 personnes par an ; 2 millions ces 20 dernières années. Cela ne permettrait pas de stabiliser cette population à 10 millions.

L'UE pourrait envoyer des amendes à la Suisse

En outre, ce Pacte prévoit – ce qui est particulièrement choquant – des sanctions financières pour les Etats membres qui n'accepteraient pas le système de répartition des migrants ! Ainsi et si la Suisse osait souverainement refuser d'accueillir un certain nombre de migrants imposé par l'UE, elle pourrait être amenée à être pénalisée financièrement. L'acceptation du Traité de soumission avec l'UE aggraverait grandement les problèmes migratoires en lien avec l'asile en Suisse.



Cessons de tolérer la criminalité importée !

La Suisse est de moins en moins sûre : l'année dernière, plus de 520'000 délits ont été enregistrés. Cela représente 1'431 délits par jour ! La majorité des délinquants appréhendés sont des étrangers, la part des demandeurs d'asile est particulièrement élevée.



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
Ste-Croix (VD)

Lors de la session d'été, l'UDC a déposé une intervention visant à restreindre de manière conséquente la liberté de mouvement des demandeurs d'asile criminels déboutés et sans droit de séjour sur notre territoire, jusqu'à l'exécution de la peine et l'expulsion de notre pays. Pour ma part, j'ai également déposé une motion pour garantir la protection

permanente de nos frontières nationales.

Puisque le conseiller fédéral socialiste précédemment cité refuse d'agir, **le peuple doit à nouveau prendre les choses en main : signez et faites signer notre initiative pour la protection des frontières !**

Une prise d'otage dans le train Yverdon-Ste-Croix en février 2024, une attaque à l'explosif d'un bancomat à Ste-Croix en juillet 2024. Rebelote quelques jours plus tard à Yverdon-les-Bains, toujours durant l'été 2024.

Ce ne sont là que quelques titres des derniers mois dans le nord vaudois. En 2023, la criminalité en Suisse a atteint des records avec plus de 520'000 délits. Cela représente une augmentation de 14 % par rapport à 2022. Les vols dans les véhicules ont même augmenté de 71 %, les cambriolages et les vols par effraction de plus de 15 %. Or, 56 % des personnes mises en cause sont des étrangers, et la proportion des demandeurs d'asile est particulièrement élevée. C'est totalement inacceptable ! Les habitants de notre pays ont droit à la sécurité en tout temps et en tout lieu.

Au lieu d'agir, Beat Jans blablate

Le taux de criminalité est proportionnellement bien plus élevé chez les requérants d'asile déboutés. Il faut donc prioritairement agir contre cette forte augmentation de la criminalité importée. A ce titre, il ne faut pas organiser des blablas inutiles autour de tables rondes comme le suggère le conseiller fédéral socialiste Beat Jans. Mais il faut que ce dernier prenne enfin des mesures efficaces !



Qui ne veut pas de ça vote UDC !



Signez maintenant !

Initiative pour la protection des communes – Les projets éoliens font reculer les droits des citoyens !

Les communes suisses, et donc leurs citoyennes et leurs citoyens, risquent d'être privés de leur droit de vote au sujet des parcs éoliens. Notre initiative «**Protection des communes**» a pour objectif de garantir les droits populaires. Signez vous aussi !

Dans le canton de Saint-Gall, le Conseil d'État a retiré aux communes leur droit de vote concernant les projets de parcs éoliens. Ce risque menace de nombreux autres cantons, ce qui entraînerait dans notre pays des conditions antidémocratiques similaires à celles de l'UE.



Dans notre pays, la construction de 1'000 éoliennes gigantesques est prévue. Pour garantir aux personnes et communes concernées la liberté de se prononcer sur la question, la fédération « Paysage Libre Suisse »

a lancé l'initiative « Protection des communes ». L'initiative est soutenue par le conseiller national UDC Yvan Pahud. Les droits populaires ne doivent pas être emportés par le vent, **les citoyens-nes doivent pouvoir décider de l'avenir de leur région !**

Signez l'Initiative de protection des communes. Merci beaucoup !



Votre Elias Vogt
Président de Paysage Libre Suisse

protection-communes-oui.ch



École publique : un système à bout de souffle face à l'inclusion et à l'intégration



L'instruction publique fait face à des défis croissants, entre une intégration problématique et une inclusion qui montre ses limites. L'école inclusive, malgré de nobles intentions, peine à fournir des conditions d'apprentissage optimales pour tous. Les élèves de langue étrangère, notamment, sont trop nombreux pour garantir un suivi de qualité.



Par Sylvain Freymond,
Conseiller national,
Montricher (VD)

L'école publique suisse traverse une période de remise en question. Confrontée à une diversité croissante de langues et de cultures, elle se heurte à des difficultés d'intégration grandissantes. L'école inclusive, qui avait pour objectif d'offrir à tous les élèves une scolarité dans des conditions équitables, montre aujourd'hui ses limites. Dans le canton de Vaud, le concept d'inclusion à « 360 degrés » reflète bien cette tendance, où l'intégration classique a laissé place à une inclusion qui fragilise l'enseignement en imposant des exigences de diversité difficiles à gérer.

Remettre le maître de classe au centre de la classe

Les enseignants doivent composer avec des niveaux hétérogènes, des besoins linguistiques et culturels variés, et une surcharge de travail. De plus, la présence massive d'élèves allophones est un défi de taille. En concentrant leurs efforts sur l'apprentissage linguistique de ces enfants, les enseignants ont moins de temps pour les autres élèves, qui voient leurs acquis fondamentaux négligés. Cette approche pénalise non seulement les élèves de langue étrangère, mais bien l'ensemble des classes.

Sur le plan financier, cette inclusion généralisée pèse lourdement sur les établissements et les cantons. De nombreux postes d'aides à l'intégration sont créés pour alléger la charge des enseignants. Les en-

seignants spécialisés, rares et coûteux, se retrouvent en nombre insuffisant, tandis que des éducateurs débordés peinent à répondre aux multiples requêtes. Cette surcharge impacte directement la qualité de l'accompagnement pédagogique.

L'école doit redevenir un lieu d'acquisition des bases

Face à ces défis, l'UDC tire la sonnette d'alarme : sans un retour aux priorités essentielles – l'acquisition des bases et le respect des valeurs nationales – l'école publique risque de perdre son rôle de pilier d'intégration et d'égalité des chances. Un réajustement est nécessaire pour restaurer un environnement d'apprentissage stable et valorisant, dans lequel tous les élèves, quelles que soient leurs origines, puissent évoluer et se développer pleinement.

NOUVEAU TOYOTA C-HR

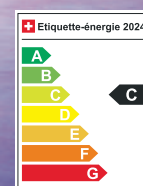
10 ANS
DE GARANTIE
ET D'ASSISTANCE



4x4
HYBRID



Avec CHF 4'000.- de prime.
Essayez-le.



Toyota C-HR Première Style Hybrid AWD-i, 198 ch. Prix de vente net conseillé, TVA incl. = CHF 51'800.-, déduction faite de la prime de stock de CHF 4'000.- = CHF 47'800.-. Cons. 5,1 l/100 km, CO₂ 115 g/km, eff. énerg. C. Prime de stock valable uniquement sur les véhicules en stock, commandés à l'usine exclues. Prime de stock non cumulable avec le rabais de flotte. Promotion valable pour toute signature de contrat et immatriculation du 1.11 au 31.12.2024 ou jusqu'à révocation. Garantie et assistance pendant 10 ans ou 185'000 km (selon première éventualité) à compter de la 1^{re} immatriculation, activée lors du service et valable sur tous les véhicules Toyota. Vous trouverez des informations détaillées dans les dispositions applicables en matière de garantie sur toyota.ch.

Signez l'initiative pour la protection des frontières Trafic de drogue : combattre ou tolérer ?

Face à la montée du trafic de drogues, certaines villes avouent leur incapacité à maîtriser la situation. Après des années de laxisme et un soutien limité à la police, l'UDC appelle à des mesures fortes pour reprendre le contrôle de l'espace public et rétablir la sécurité.



Par Céline Amaudruz
Conseillère nationale,
Genève (GE).

La Suisse romande, et particulièrement le canton de Vaud, fait face à une réalité troublante : certaines villes avouent leur impuissance face au trafic de drogues, notamment le crack. À Lausanne, Yverdon et Vevey, les autorités de gauche sollicitent désormais l'aide du canton pour un problème qu'elles ont longtemps minimisé. Si l'adage dit que mieux vaut tard que jamais, ici, il a fallu atteindre le pire pour que les pouvoirs publics reconnaissent enfin l'ampleur de la situation.

Violence et insécurité dans nos rues

Cela fait pourtant des années que les passants subissent les nuisances des trafics : toxicomanes agressifs, seringues, déjections et dégradations publiques. Dans certains lieux, les dealers imposent leur présence en toute impunité, sachant qu'ils risquent peu face au laxisme politique. Trop longtemps, la gauche a pensé qu'il ne s'agissait que de phénomènes ponctuels, gérables avec quelques médiateurs de rue. Grave erreur : le crack rend dépendant dès les premières prises, et tout devient secondaire face à la quête de la prochaine dose. La police, elle, est intervenue malgré le manque de soutien des exécutifs concernés. À Lausanne, l'interpellation tragique d'un dealer est même remontée jusqu'aux Nations Unies, les policiers ayant pourtant été acquittés.

Combattre l'immigration clandestine

La gravité de la situation est désormais admise, et une réponse est nécessaire. La reprise des contrôles aux frontières et l'expulsion des dealers sont des premières étapes. Dans le canton de Vaud, la proportion des immigrés dans le trafic de drogue s'élève à 90 %. C'est dire si la question de Schengen est cruciale, car sans contrôles aux frontières, les trafiquants entrent ou reviennent facilement. Ce silence de Berne contraste avec l'action de pays comme l'Allemagne et la France, qui rétablissent ces contrôles. Pourquoi restons-nous passifs alors que le problème s'aggrave chez nous ?

Initiative pour la durabilité

initiativedurabilite.ch

**Pas
de Suisse à
10 millions !**

Voilà les buts que cette initiative entend réaliser :

OUI à une croissance démographique durable plutôt qu'à une explosion démographique incontrôlée et non maîtrisée. **OUI** à une Suisse dont la population résidente permanente ne dépasse pas les 10 millions de personnes d'ici à 2050.

L'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! » est indispensable et urgente pour nous permettre de protéger notre environnement, notre qualité de vie, notre prospérité, et pour assurer notre avenir comme celui de nos enfants.

Virement bancaire
IBAN: CH45 0884 5330 3556 0000 0
IG Nachhaltigkeitsinitiative

10 millions

Signer l'initiative maintenant

Devenez membre maintenant
sous udc.ch/participer

Chômage de masse ?

NON

à l'initiative pour la responsabilité environnementale

Une initiative extrême qui menace la compétitivité suisse

Cette initiative politiquement correcte présente de grands risques pour notre économie. Imposer des limites strictes aux activités économiques menace notre prospérité et notre compétitivité. Protéger l'environnement est important, mais les mesures proposées sont trop extrêmes et compromettent notre mode de vie.



Par Michaël Buffat,
Conseiller national,
Vaud (VD)

Les initiants fixent un délai de dix ans pour que la Suisse respecte les limites planétaires en matière de consommation des ressources. Ce calendrier est irréaliste. Une transition aussi radicale en si peu de temps nécessiterait des réglementations strictes et des restrictions draconiennes, ce qui freinerait brutalement notre économie, avec des conséquences désastreuses pour les entreprises, les emplois et les familles.

Les PME, qui sont le moteur de notre économie, seraient confrontées à des coûts de mise en conformité exorbitants. Beaucoup ne survivraient pas, entraînant des pertes d'emplois massives et une hausse du chômage. Les consommateurs, eux, subiraient une augmentation des prix et une baisse de la diversité des produits.

Les initiatives anti-prospérités nuisent à la protection du climat

Cette initiative imposerait des normes plus strictes qu'ailleurs dans le monde, nuisant à la compétitivité internationale de nos entreprises et poussant à la délocalisation vers des pays moins régulés, aggravant ainsi le problème. Il est essentiel de rappeler que des efforts pour protéger

l'environnement sont déjà en cours. Rejeter cette initiative ne signifie pas ignorer l'importance de l'environnement, mais opter pour une approche plus réaliste. En fait, aussi longtemps que les mouvements écologiques opposeront l'économie à l'écologie, toutes les mesures proposées pour protéger le climat seront vouées à l'échec.

En conclusion, cette initiative est mal conçue et impraticable. Elle impose des coûts disproportionnés à notre économie. Nous devons continuer à protéger l'environnement, mais de manière à ne pas compromettre notre prospérité. Pour ces raisons, je vous encourage à rejeter cette initiative.

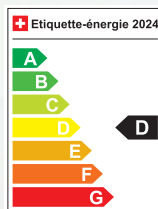
THE NEW OPEL GRANDLAND

#GOGRAND

DÈS MAINTENANT
À PARTIR DE

CHF 38 770.-

50%
SUR LES ROUES
COMPLÈTES D'HIVER



Exemple: New Grandland Edition, 1.2 Direct Injection Turbo hybrid 48 V et boîte de vitesses électrique à 6 rapports avec double embrayage (eDCT), 100 kW (136 ch). Prix de vente au comptant: CHF 38 770.-. 5,5-5,6 l/100 km, 124-128 g CO₂/km, catégorie de rendement énergétique: C-D. Offre réservation anticipée Opel Grandland: 50% de rabais sur les roues complètes d'hiver d'origine Opel (4 pièces) pour toute commande d'un nouvel Opel Grandland BEV ou MHEV d'ici au 31 décembre 2024. Uniquement chez les partenaires Opel participants.

ENERGIZE
YOUR LIFE



**Découvre et
monte à bord**